



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

GILLES ROTILLON, Faut-il croire au développement durable ?

Paris, L'Harmattan, collection Questions contemporaines, 2008, 222 p.

« *Le développement durable est à l'ordre du jour.* » : c'est ainsi que Gilles Rotillon introduit son propos. En effet, qui n'a jamais entendu parler de développement durable ? Ni même eu l'écho d'une de ses multiples définitions ? Mais le concept de développement durable reste flou si ce n'est un relatif consensus sur son caractère multidimensionnel : social, environnemental et économique. Pourquoi relatif ? Parce que même sur ces dimensions, tout n'est pas clair. Pour ne prendre que le pilier social, s'agit-il de mieux répartir les richesses entre riches et pauvres aujourd'hui et/ou de soutenir une certaine équité intergénérationnelle ? En outre, alors que cette multi-dimensionnalité devrait permettre une vision équilibrée du développement, chacun a son idée sur comment orienter « son » développement durable vers plus d'économie, plus d'écologie ou plus de social. Or, l'on sent bien que les trois piliers du développement durable doivent être élevés ensemble, et que l'économiste par nature familier des travaux sur la croissance et la distribution des richesses, mais aussi devenu spécialiste des questions environnementales et de la gestion des ressources naturelles, pourrait en être le maître d'œuvre.

Etonnamment, l'économiste de l'environnement Gilles Rotillon nous livre une réflexion beaucoup plus politique qu'économique. Là où l'économiste a longtemps travaillé sur la double question « Que doit-on conserver dans le long terme, et ainsi léguer aux générations futures ? Quelles seront les préférences des générations futures ? », l'auteur de ce livre en prend presque le contre-pied. Il se propose de décrire et de comprendre pourquoi si peu d'actions sont entreprises pour se mettre en route sur le chemin du développement durable, tout en prenant le parti clair de montrer que la seule voie possible est la responsabilité politique de nos représentants. L'auteur laisse ainsi de côté dans ce livre le principe d'abstraction du développement durable, qui lui est cher, pour se placer dans le concret des choix publics.

Pour atteindre son but, Gilles Rotillon s'applique dans un premier temps à raconter l'histoire du développement durable et à décrire comment la société s'est appropriée le concept, avant de mettre en lumière par de nombreuses illustrations l'écart entre les intentions et les faits. Dans un second temps, il passe en revue les différentes forces en présence qui proposent des solutions et en vient au cœur de son propos en étudiant le jeu des principaux acteurs ayant potentiellement le pouvoir d'appliquer ces solutions.

Avec la rigueur scientifique qu'on lui connaît, par exemple lorsqu'il s'agit de souligner l'incertitude des liens entre certaines évolutions (accroissement des événements climatiques extrêmes) et le changement climatique¹, l'auteur introduit de nombreux faits (plus que) stylisés en autant de preuves du chemin qui reste à parcourir jusqu'à l'embranchement du développement durable. L'évolution fortement croissante de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère, la poursuite de la déforestation, la perte de biodiversité, l'état des ressources aquatiques et halieutiques sont des exemples indéniables du mauvais état des piliers environnemental et social du développement durable. En outre, le développement

¹ Au sujet du changement climatique, la lecture d'Emmanuel Le Roy Ladurie et de son histoire humaine et comparée du climat (2004, 2006, 2009) est indispensable à tous ceux qui étudient le changement climatique et ses impacts sur l'homme, ses activités et son histoire.

économique reposant essentiellement sur le pétrole, la fin de cette ressource épuisable (une diminution continue des découvertes de pétrole mais une consommation croissante) laisse présager des ajustements brutaux.

L'auteur s'attèle ensuite au rassemblement de toutes les forces disponibles pour mener le combat du développement durable. Et il n'hésite pas à aller chercher les jusqu'au-boutistes, les objecteurs de croissance qu'il nomme aussi apôtres de la décroissance, pour renforcer ses rangs. A tel point qu'on le trouve souvent assez complaisant avec ceux qui remettent en cause le pilier économique et contestent l'idée même de développement économique... Même s'il conclut au bout de 15 pages de présentation de leur thèse que « *{elle} a cependant la vertu de poser des questions utiles, même si les réponses que {les décroissants} y apportent sont pour le moins discutables.* » Et l'on trouve quelques excès dans les trois pages à charge sur les environnementalistes sceptiques, les négationnistes (sic), et leur point de vue². Et l'on regrette beaucoup que l'auteur ne fasse aucune place aux travaux des économistes de l'environnement sur le développement durable (Weitzman, 1997), dont les siens et ceux de ses étudiants (voir, par exemple, Martinet et Rotillon, 2007 ; Martinet *et al.*, 2008). Quid des thèses des partisans de la soutenabilité faible (Hartwick, 1977) et de ceux de la soutenabilité forte (Daly, 1990) ? Pourtant ces paradigmes sont éclairants sur deux visions opposées de la gestion des ressources naturelles. Les tenants de la soutenabilité forte rejettent l'idée de substituabilité entre les différentes formes de capitaux physiques, humains et naturels, et définissent une liste de capitaux naturels critiques à conserver. Ils objectent contre la croissance et le progrès technique en tant que solutions, mais croient en une économie écologique et s'éloignent ainsi des thèses des « décroissants ». La soutenabilité faible est l'économie de l'environnement comme elle est enseignée majoritairement dans nos universités, en plaçant l'économie au centre des solutions aux problèmes qu'elle a créés et en envisageant l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables.

Gilles Rotillon préfère plutôt faire place à l'action et aux acteurs du développement durable pour « *mieux comprendre les raisons de ce relatif immobilisme {...}* ». Selon lui, les acteurs essentiels du développement durable sont : les entreprises, les pays en développement, les ménages (consommateurs) des pays en développement, les gouvernements. Rapidement, Gilles Rotillon met en évidence les blocages et la spirale infernale dans laquelle chacun veut profiter du bien public en investissant le minimum d'effort (comportement de passager clandestin).

Les entreprises ne veulent pas perdre leur profit. Leur objectif est de minimiser les coûts des contraintes environnementales et sociales, et/ou les utiliser pour innover dans le but de prendre des parts de marché (exemple des voitures propres). La croissance verte crée des rentes liées à leur rapidité d'adaptation et d'anticipation. En définitive, les entreprises sont des acteurs fondamentaux, mais ne peuvent être le moteur du développement durable.

Les pays en développement refusent de sacrifier leur croissance. Ils souhaitent améliorer leur confort et l'auteur de rappeler que la majorité des habitants d'Afrique et d'Asie du Sud n'ont pas d'électricité, ce qui induit de fait cette « pollution paradoxale » due à des moyens de chauffage substitués, dangereux pour l'environnement et la santé. Un autre exemple frappe l'esprit lorsque l'auteur nous remémore que presque la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la Chine sont dus à des productions à destination des pays développés.

² Comme le souligne Gilles Rotillon, les adeptes du scepticisme environnemental (dont fait partie Claude Allègre) ne nient pas le problème climatique, mais récusent sa priorisation.

Quant à eux, les ménages des pays développés ne veulent pas payer trop. On sait aujourd'hui que les ménages sont de plus en plus sensibles aux questions environnementales. Mais que sommes-nous prêts à faire pour protéger l'environnement ? Pour l'essentiel, le tri de nos déchets ménagers ! Ce n'est évidemment pas à la hauteur des problèmes, mais personne ne veut faire davantage de peur que les autres ne suivent pas.

L'homme politique au pouvoir ne veut pas perdre son électorat avec des mesures impopulaires. La source du problème est son mandat limité mais reconductible. Ce n'est pas lui qui tirera les bénéfices d'actions qui sont coûteuses aujourd'hui. Par ailleurs, l'auteur insiste sur l'inertie des choix passés : on ne peut changer brutalement des politiques en place depuis des dizaines d'années. Il prend les exemples de l'aménagement urbain et du soutien de la voiture individuelle décidés à la sortie de la dernière guerre mondiale et qui ont abouti aux aberrations que l'on connaît. L'auteur d'ailleurs se délecte à répéter en conférence : « *la vie est invivable en ville à cause de la voiture, elle est invivable en banlieue sans voiture.* »

Malgré ce dernier constat, Gilles Rotillon reconnaît que le dernier recours reste les Etats, leur gouvernement, leurs politiques. Et c'est à ce moment-là que les propos de l'auteur deviennent les plus percutants en montrant comment des politiques volontaristes peuvent avoir des effets significatifs sur des problèmes importants, comme la sécurité routière et la lutte contre le tabagisme. Mais comme « *un gouvernement élu court toujours le risque de la sanction électorale s'il prend des mesures jugées inacceptables par la population* », il propose de changer radicalement les règles politiques en interdisant le cumul et le renouvellement des mandats... Même si l'on ne trouve pas de réponses claires à des questions comme : comment être élu avec un programme dans lequel on demande à ses électeurs des efforts énormes ? Comment espérer une continuité politique pour des questions ne pouvant se résoudre que sur le long terme sans reconduction des gouvernants ?

Dans ce livre foisonnant de réponses (même s'il nie apporter des solutions), on retiendra aussi que, selon l'auteur, la technologie a un rôle évident dans le développement durable, mais ne fera pas tout (des civilisations ont disparu, d'autres s'en sont sorties par d'énormes sacrifices). La gouvernance mondiale pour régler les problèmes de coordination est une utopie encore pour longtemps (la dynamique actuelle est plutôt à l'explosion du monde en plus petites nations voulant leur indépendance et leur propre souveraineté). La solution viendra inévitablement du changement de l'homme et de son comportement. Mais comment ? Par l'éducation ? Avec des incitations (la carotte et le bâton) ? Si c'est par l'éducation, il faut éviter les leçons de comportements (les 1 000 petits gestes) en raison du manque de crédibilité de la génération présente sur la génération future. Et aucun programme ne devra plus être engagé sans prévoir son évaluation *ex post*. Mais pour cela, il faut du temps, de la volonté politique, de bonnes méthodes basées sur l'analyse contrefactuelle (avec des groupes témoins et des groupes tests).

Ce livre évite l'écueil du refrain facile « *l'homme est coupable de la dégradation de la planète, il va être puni (et c'est mérité)* », même s'il montre qu'il devra changer de comportement et qu'il rappelle que cela aura un coût très élevé. Il touche souvent juste (sur le rôle de la fiscalité environnementale), est parfois même clairvoyant (sur le droit de vote aux émigrés) et provocateur (sur l'utilité relative des indicateurs), et au final toujours captivant.

Serge GARCIA
INRA, UMR356 Economie forestière, et
AgroParisTech, Engref, laboratoire d'Economie forestière, Nancy
garcia@nancy-engref.inra.fr